

Entre Russie et Union européenne

Depuis son indépendance, l'Ukraine a fait l'expérience de la situation de charnière géostratégique continentale dans laquelle l'a placée la dissolution de l'Union soviétique. Au terme de quinze ans d'histoire qui ont vu s'entremêler l'attraction occidentale (de l'Union européenne et de l'Otan) et l'influence russe, un fragile équilibre propice à la situation intérieure du pays semble s'installer avec la cohabitation au pouvoir d'un président issu de la Révolution orange et d'un Premier ministre « prorusse ».

Rafael Calduch Cervera

Rafael Calduch Cervera est professeur de relations internationales à l'Universidad Complutense de Madrid.

Toute analyse du présent et de l'avenir des républiques ex-soviétiques doit commencer par considérer le bouleversement politique, économique et social qu'a provoqué le processus de transition vers l'indépendance. L'Ukraine ne fait pas exception. Quand, en décembre 1991, la disparition de l'Union soviétique fut consacrée, l'Ukraine était, après la naissante Fédération de Russie, la deuxième république la plus importante d'Europe centrale et orientale en raison de sa population, de son économie et des armes nucléaires stratégiques dont elle disposait.

Sur la nouvelle scène mondiale qui se dessinait alors, la Russie d'Eltsine aspirait à succéder au leadership qu'exerçait jusqu'alors l'URSS. Et bien qu'elle ne disposât plus de son étendue territoriale, de ses ressources et de sa capacité économique, elle gardait néanmoins un poids diplomatique et militaire déterminant, qui se combinait à une supériorité économique et à une influence due à d'importantes minorités russes établies, depuis deux générations, sur le territoire des nouvelles républiques indépendantes. La création de la Communauté des États indépendants (CEI) avait accom-

pagne la désintégration soviétique, démontrant par là la volonté de la Russie d'imposer son hégémonie régionale.

TRANSITION ET NATIONALISME

À l'instar d'Eltsine en Russie, pour restaurer la légitimité de la nomenklatura en place, le nouveau gouvernement de Kiev présidé par Leonid Kravtchouk s'aura d'un discours nationaliste. Ce qui ne pouvait manquer de provoquer un conflit ouvert avec les autorités du Kremlin. Un conflit que les Ukrainiens ne pouvaient cependant pas mener jusqu'à la rupture définitive en raison de leur dépendance énergétique et économique vis-à-vis de la Russie.

On se disputa à propos de la souveraineté sur la péninsule de Crimée, de la répartition de la flotte de la mer Noire, du transfert des missiles nucléaires stratégiques sur le territoire russe ou de la revendication permanente d'un statut international équivalent à celui de la Fédération de la Russie. Ces sujets de discordes occupèrent l'essentiel de la politique extérieure ukrainienne des années nonante. Évidemment, tant les États-Unis que l'Union européenne émergente ont trouvé dans l'affirmation nationale de l'Ukraine un contrepoids idéal pour contenir l'influence russe.

La convergence du nationalisme ukrainien et des intérêts occidentaux a entretenu une illusion partagée pendant la décennie passée: l'Ukraine, à moyen et long terme, avait vocation à devenir l'alliée principale des Occidentaux dans leur intention de limiter l'emprise russe

sur l'Europe de l'Est. En réalité, les faits ont démontré que l'Ukraine jouissait d'une autonomie politique toute relative: elle n'était due qu'à l'incapacité du président Eltsine d'imposer l'hégémonie russe dans son aire d'influence et cela, en dernier ressort, parce qu'une crise interne minait l'État russe.

L'échec militaire de la première guerre contre la Tchétchénie, le désastre des privatisations et la détérioration constante des conditions de vie de la population russe durant cette période sont autant de preuves irréfutables de l'état de crise général et profond de la Russie d'alors et qui offrait des opportunités historiques pour une politique occidentale de redéfinition des équilibres en Europe centrale et orientale.

C'est ainsi que la proposition d'adhésion à l'Union européenne des républiques baltes ou l'extension de l'influence atlantiste à travers l'Association pour la paix n'ont pu être compensées efficacement par Moscou malgré sa doctrine de l'étranger proche, tout simplement parce qu'elle n'avait ni les moyens ni la volonté politique pour la mettre en œuvre. Si elles avaient eu lieu aujourd'hui, dans les conditions actuelles de régénéscence de l'État russe, de telles initiatives auraient été négociées préalablement avec Moscou, afin d'éviter des conflits diplomatiques et des réactions déstabilisantes pour le continent européen.

Cependant, au début de la décennie passée, le processus d'indépendance et la transition vers une démocratie et l'économie de marché ont provoqué, en Ukraine

comme dans le reste des ex-républiques soviétiques, une grave récession. Vécue dans le contexte de sa politique intérieure, cette crise économique s'accompagna d'une profonde crise sociale qui ébranla la légitimité et la stabilité du régime politique ukrainien.

L'élection de Leonid Kouchma en 1994 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution en 1996 ont permis d'éviter le démembrement du pays. Mais cela n'a pas suffi pour asseoir la démocratie ni pour créer les conditions nécessaires à un rebond économique et social du pays. Suivant les données de la Banque mondiale, la croissance annuelle du produit national brut par tête entre 1994 et 2003 a été de 2,5 %. C'était tout à fait insuffisant pour compenser la chute de 8,1 % survenue entre 1984 et 1994. Résultat : un revenu par habitant de 1 260 dollars en 2004, à comparer à la moyenne des pays de l'Europe et de l'Asie centrale de 3 290 dollars, avec 20 % de la population au-dessous du seuil de pauvreté et une réduction de la formation brute de capital de 35,3 % du PIB en 1994 à 20,2 % en 2003. Cette détérioration économique et sociale de l'Ukraine aurait pu être beaucoup plus grave sans l'approvisionnement de gaz et de pétrole fournis par la Russie à des prix « politiques », très éloignés des prix du brut sur les marchés mondiaux.

Une chose est sûre : durant la décennie et demie de la « transition », l'autonomie que l'Ukraine a essayé de faire valoir sur le plan international était sans rapport avec la faiblesse de son régime politique

et sa totale dépendance économique et énergétique vis-à-vis de la Russie. Cette dépendance était seulement allégée, mais pas annulée par les aides et les subventions de l'Union européenne et des États-Unis.

LES DIVISIONS DU PRÉSENT

La crise vécue par l'Ukraine a creusé les inégalités sociales déjà existantes de manière telle que le discours nationaliste adopté par ses nouveaux dirigeants ne pouvait plus ni les voiler ni masquer les divisions traversant le pays. En effet, les régions orientales, y compris certaines de ses principales villes industrielles — comme Kharkov, Dniepropetrovsk et Odessa — et la péninsule de Crimée, sont majoritairement et ouvertement favorables à un lien prioritaire avec la Russie. Au contraire, les régions occidentales, avec la capitale Kiev, sont de plus en plus influencées par l'attraction puissante de l'Union européenne élargie, et luttent pour un éloignement progressif de Moscou. C'est cette seconde Ukraine qui aspire à développer une nouvelle identité nationale en suivant les modèles culturels de modernité, d'ouverture au monde et de démocratie caractéristiques des pays d'Europe occidentale.

Ces deux visions du présent et de l'avenir de l'Ukraine se sont mesurées lors des dernières élections présidentielles du 26 décembre 2004, la victoire revenant à Viktor Iouchtchenko, figure de la révolution orange, avec 52 % des voix face aux 44 % de Viktor Ianoukovitch, candidat des milieux russophiles. Comme c'était à prévoir, ces résultats, même validés du

point de vue légal, n'ont pas mis un terme au déchirement politique du pays, pas plus qu'ils n'ont fourni à Iouchtchenko l'appui institutionnel suffisant pour gouverner avec une stabilité suffisante et réaliser les réformes promises.

Le président Iouchtchenko avait devant lui deux obstacles majeurs à surmonter durant les premiers mois de son mandat : le risque d'une rupture de l'unité du pays et la pression internationale exercée par Moscou pour se garantir la fidélité de l'Ukraine. Chacune des deux menaces pouvait, à elle seule, détruire une présidence qui voyait déjà réduits ses pouvoirs face au Parlement et qui, à court terme, ne pouvait lever l'hypothèque économique et sociale de la transition.

Les événements des dix-huit premiers mois de la présidence de Iouchtchenko ont démontré que le discours antirusse et pro-occidental, répandu avec succès durant la campagne électorale par des dirigeants comme Ioulia Timochenko, répondait plus aux désirs qu'aux réalités. Ainsi, l'accord obtenu avec la Russie pour garantir la fourniture de gaz n'a pas empêché que le Kremlin, cette fois dans son rôle de propriétaire principal de Gazprom, coupe l'approvisionnement en janvier 2006 et exige un prix de 230 dollars par milliard de mètres cubes, à comparer au prix « politique » de 50 dollars que l'Ukraine payait jusque-là.

Cette double pression russe n'était pas seulement destinée à montrer aux autorités et aux citoyens ukrainiens le contrôle économique réel que Moscou détenait sur leur pays, mais c'était aussi un aver-

tissement adressé aux autorités des pays de l'Union européenne, ou plutôt une facture que leur envoyait Poutine pour leur faire payer ce qu'il a considéré comme une ingérence excessive de leur part dans la campagne électorale des présidentielles ukrainiennes. L'opportunité et l'efficacité de ce procédé destiné à consolider l'influence russe sur l'Ukraine se mesurent dans les résultats des élections au Parlement (Verkhovna Rada) du 26 mars 2006 : le Parti des Régions du candidat prorusse Ianoukovitch a obtenu 32 % des voix, face aux 22 % du bloc de Ioulia Timochenko et seulement 14 % pour la coalition dirigée par Iouchtchenko.

Après plus de trois mois de négociations, début août, Viktor Ianoukovitch a été nommé Premier ministre grâce à un accord passé avec le président Viktor Iouchtchenko, appuyé par ses alliés traditionnels socialistes et communistes. La grande perdante a été l'ex-Première ministre Ioulia Timochenko, ouvertement hostile à toute forme d'entente avec la Russie. Cette nouvelle cohabitation entre Iouchtchenko et Ianoukovitch est la seule option possible pour assoir les bases d'une indispensable stabilité politique et du développement économique qu'exige d'urgence l'Ukraine.

Ce qui devrait être évident pour les Ukrainiens eux-mêmes, comme pour les dirigeants russes et occidentaux, c'est que la tentative d'imposer l'hégémonie de l'une des deux influences politiques et culturelles qui existent dans le pays n'a pas d'avenir, du moment qu'elle ris-

que de provoquer un dangereux conflit civil, ce qui serait contraire à la volonté du pays, et à l'opposé de l'entente stratégique que cherchent à installer entre elles l'Europe occidentale et la Fédération de Russie.

LA PERCEPTION D'UNE RUSSIE CONVALESCENTE

Comme nous avons pu l'apprécier, la vision du problème ukrainien par les dirigeants russes est substantiellement différente de celle des adeptes de V. Iouchtchenko et, naturellement, de celle des chancelleries occidentales. Le point de vue russe est marqué par la stratégie de restauration de l'État que poursuit le président Poutine, envisagée comme une condition nécessaire d'un bien-être social et économique retrouvé et d'une influence politique et militaire rétablie au plan international. Dès lors, l'expansion progressive de l'influence des États-Unis et de l'Union européenne dans les pays d'Europe centrale et orientale, et spécialement dans les ex-républiques soviétiques, est analysée sans ambiguïté comme une tentative délibérée de confiner l'influence de la Russie ou, au moins, de compromettre son avenir de puissance européenne et mondiale.

Ainsi, ce que les Ukrainiens et les Occidentaux envisagent comme une fenêtre d'opportunité pour faire progresser l'économie de marché, la démocratie et la sécurité coopérative dans les nouveaux pays, les Russes le perçoivent comme une remise en question de leur État, une érosion de leurs marchés traditionnels et une limitation de leur sphère d'influen-

ce. Autant de raisons plus que suffisantes pour accélérer une reprise en main à partir de la restauration de l'autorité centrale de l'État et du renforcement des arsenaux et de l'armée. En fin de compte, les dirigeants russes, tout comme ceux de l'Union européenne, désirent tabler sur des frontières sûres et pouvoir compter ses voisins parmi ses alliés.

L'expérience des derniers mois met en évidence que les autorités de Moscou sont prêtes à utiliser tous les moyens de pression non militaires pour maintenir leur hégémonie régionale. Dans le cas de l'Ukraine, elles disposent de trois instruments de base : le contrôle de l'approvisionnement de gaz et de pétrole dont dépend plus de 30 % de la consommation énergétique ukrainienne, l'hégémonie politique et culturelle russe sur les régions orientales, et l'influence déterminante que possède encore Moscou sur les élites militaires ukrainiennes. Rappelons que ces dernières ont été formées il y a deux décennies dans les académies russes et, partant, sont imprégnées par les doctrines militaires du Kremlin. En outre, elles utilisent un armement majoritairement d'origine russe.

Cependant, si elle part de l'importance stratégique que l'Ukraine possède pour le Kremlin, la politique russe envers ce pays n'ignore pas les intérêts occidentaux, et en particulier ceux de l'Union européenne. Cette politique ne s'oppose pas à une évolution à moyen et long terme. Le président Poutine sait que la réalité internationale et européenne a changé, et que l'on ne peut plus agir avec les pro-

cédés politiques et militaires hérités de l'époque soviétique. Il sait aussi que le rôle de la Russie comme puissance mondiale et régionale n'est viable que dans le cadre d'une entente politique, économique et militaire avec l'Union européenne et les États-Unis. Sa politique à l'égard de l'Ukraine ou d'autres aires stratégiques comme le Caucase, les Balkans, le Proche Orient, la Méditerranée ou l'Asie centrale, cherche évidemment à faire valoir les intérêts russes, mais dans la mesure exacte où Moscou croit aussi ménager les intérêts des puissances occidentales.

C'est dans le cadre de cette perception russe d'équilibre qu'il faut replacer les appuis européens apportés aux transitions de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, ou les critiques occidentales à propos de l'intervention russe dans la deuxième guerre de la Tchétchénie et, plus tard, de sa politique « antiterroriste », ou encore l'élargissement de l'Otan aux pays baltes et les résistances au maintien de l'influence du Kremlin en Biélorussie et les républiques d'Asie centrale. Tout cela, vu de Moscou, alimente les méfiances et les craintes des milieux politiques et les militaires russes.

Mais, que diraient en effet les pays de l'Union européenne si le Kremlin prenait position dans les élections en Turquie ou en Finlande, s'il protestait sans cesse, officiellement et publiquement, contre la politique de coopération européenne dans la lutte antiterroriste ou encore s'il avait tiré des élargissements de l'Union européenne et de l'Otan un motif d'affrontement diplomatique ouvert avec

l'Occident? Ignorer l'impact sur les intérêts russes des décisions légitimes des pays occidentaux concernant l'Europe centrale et orientale et, plus grave encore, sous-estimer la capacité de réaction des autorités russes face à ces décisions, ce serait faire preuve d'aveuglement. Cela ne pourrait que compliquer la transition des nouvelles républiques indépendantes, augmenter les tensions frontalières, renforcer l'ultranationalisme russe et rendre plus difficile l'importante contribution que la Russie doit consentir à l'implantation d'une stratégie de paix et de coopération à l'échelle continentale.

Pour le Kremlin, la désignation en aout 2006 de Ianoukovitch comme Premier ministre représente la garantie de ce que l'irréversible processus de démocratisation et d'ouverture de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'Otan ne se réalisera pas aux dépens des aspirations de la population russophile ou au détriment de l'influence que Moscou veut continuer à exercer sur les enjeux politiques et économiques des relations extérieures et de la défense de l'Ukraine. Les visites récentes du Premier ministre à Moscou et la renégociation du traité d'approvisionnement en pétrole montrent clairement que le pari russe, après tout, est compatible avec le pari européen et transatlantique.

L'UKRAINE ET L'UNION EUROPÉENNE : BONS CLIENTS

En effet, l'enjeu européen a été clairement balisé par l'adoption des traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice. Le premier d'entre eux qui a fait de la Communauté une Union européenne

a également servi de base à son renforcement et à ses deux derniers élargissements. Il est très important de rappeler que c'est le même Conseil européen de Maastricht de 1991 qui a approuvé le texte du Traité de l'Union européenne et qui a établi les critères de reconnaissance des nouveaux États surgis du démembrement de l'URSS et de la Yougoslavie.

Depuis lors, la stratégie de l'Union européenne a été guidée par le but prioritaire de consolider la paix et la sécurité du continent à partir de trois grandes lignes d'action. En premier lieu, l'extension et l'affermissement des compétences de l'Union à de nouveaux domaines comme la monnaie unique, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et les affaires intérieures et de justice. En second lieu, l'élargissement et, finalement, la collaboration politique, institutionnelle et économique en soutien de la transition amorcée par les pays d'Europe centrale et orientale qui n'étaient pas destinés à devenir membres de l'Union européenne.

Dans la perspective des dirigeants de l'Union européenne d'il y a quinze ans, la mise en place du Programme Tacis en faveur des pays de la Communauté des États indépendants, et l'adoption postérieure de stratégies communes pour la Russie et l'Ukraine, répondaient à une nécessité urgente: stabiliser rapidement les nouvelles démocraties, en évitant la prolifération de conflits armés comme ceux qui s'étaient déchainés en ex-Yougoslavie. Il n'y avait pas de volonté explicite d'affaiblir l'influence russe mais, au contraire, de contribuer au ren-

forcement politique et économique de la Fédération. C'est pour cette raison que, face à la détérioration croissante et rapide des conditions de vie dans le pays, Eltsine et Poutine se sont efforcés de dépasser les méfiances et l'inimitié qu'un demi-siècle de guerre froide avait alimentées, pour renforcer les relations avec Bruxelles et les doter d'un cadre juridique et politique adéquat: l'Accord de partenariat et de coopération, signé en 1994.

L'affirmation de l'Union européenne comme puissance économique mondiale, avec ses aspirations à étendre son pouvoir dans les domaines diplomatiques et militaires, n'a pas seulement interféré dans la concurrence entre Washington et Moscou. Cette affirmation a aussi ouvert une option que les réformistes ukrainiens ont considérée et considèrent comme plus attractive et plus viable que celle offerte par le Kremlin. Depuis l'adoption, en 1998, de l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et l'Ukraine, en passant par la stratégie commune approuvée par le Conseil européen un an plus tard, jusqu'au Plan d'action Union européenne-Ukraine établi en 2005, dans le contexte de la Politique européenne d'association et de voisinage, les relations entre les deux parties ont connu une expansion constante.

La stratégie de Bruxelles vis-à-vis de l'Ukraine ne vise pas que des objectifs politiques, mais elle répond aussi aux intérêts commerciaux et énergétiques des deux parties. Du point de vue commercial, le client principal de l'Ukraine est l'Union européenne, avec 35 % de ses

exportations totales, qui, en 2003, ont atteint 5,7 milliards d'euros. L'Accord commercial préférentiel inclut la clause de la nation la plus favorisée et, comme avec la Russie, envisage la création future d'une zone de libre commerce qui liera l'économie ukrainienne de façon définitive à l'Union européenne.

La position clé qu'occupe le territoire ukrainien dans le transit énergétique entre la Russie et les pays d'Europe centrale membres de l'Union européenne est un point capital. Pour la Hongrie, l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie, les pipelines et les gazoducs qui traversent l'Ukraine semblent tout simplement incontournables. C'est ainsi que la récente crise énergétique surgie entre Moscou et Kiev au début de 2006 a provoqué une rupture d'approvisionnement en gaz qui a affecté une aire géographique qui va de la Pologne à l'Autriche, se répercutant jusqu'en Italie. Elle a mis en évidence une des fragilités du futur de la croissance économique de l'Union européenne. En même temps, la crise a fait prendre conscience aux gouvernements et aux autorités de Bruxelles de l'importance et de l'urgence d'avaliser la politique de rapprochement russo-ukrainien.

L'UKRAINE ET L'OTAN : ENTRE DEUX LIGNES

Les relations entre l'Ukraine et l'Otan sont nettement plus problématiques. Membre du Conseil de l'association euroatlantique, le président Iouchtchenko aspire à faire entrer son pays comme membre de plein droit de l'Otan pour ne pas rester militairement isolé après les derniers

élargissements et la transformation de l'Alliance atlantique en une organisation de sécurité à dimension mondiale. Cette volonté peut compter sur l'appui de Washington et de beaucoup d'autres alliés, mais elle suscite aussi la préoccupation des dirigeants russes. Certains contacts entre Kiev et Moscou indiquent que le président Poutine pourrait accepter l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan à certaines conditions, sachant que la Fédération russe entretient elle-même une relation privilégiée avec l'organisation atlantique après la création, en mai 2002, du Conseil Otan-Russie. Le problème pour l'Ukraine tient au fait que, d'une façon de plus en plus claire, certains membres de l'Union européenne comme la France et l'Allemagne, dans le cadre de la PESD, se distinguent ou parfois même s'opposent aux positions atlantistes défendues par d'autres, comme le Royaume-Uni et les pays d'Europe centrale, jusqu'à remettre en cause certains des axes prioritaires de la politique de sécurité de Washington, comme le montre l'intervention militaire anglo-américaine en Irak.

Cette brèche dans les relations transatlantiques place les autorités de Kiev devant un douloureux dilemme. En effet, si elles adoptent une position pro-américaine à l'intérieur de l'Otan, elles alimentent les tensions entre Kiev et Moscou qui risquent de s'aggraver et, en même temps, elles prennent distance avec l'axe Paris-Berlin qui, c'est bien connu, reste le moteur de l'intégration économique européenne. Si, au contraire, elles suivent une politique de sécurité et de défense trop éloignée des priorités de la Maison

Blanche, elles consolident certes leurs relations avec Moscou, Paris et Berlin, mais alors elles peuvent provoquer la réaction de Washington, ce qui non seulement fragilise leur place au sein de l'Otan, mais aussi les isole de leurs voisins d'Europe centrale membres de l'Union européenne, avec qui les relations économiques sont naturellement étroites, mais qui en tant que membres de l'alliance atlantique suivent une ligne pro-américaine.

La position stratégique de l'Ukraine, son précaire équilibre politique interne et ses difficultés économiques et sociales obligeront ses leaders à faire avancer la question de l'adhésion à l'Otan avec une prudence extrême pour dissiper les possibles doutes des milieux politiques et militaires russes les plus intransigeants. Quant aux pays membres de l'Alliance atlantique, ils ont expliqué leur volonté d'admettre l'Ukraine dans l'organisation, mais ils ont aussi décidé que les progrès de la reconnaissance de ce pays comme membre de plein droit dépendront de l'avancement des réformes ukrainiennes aux niveaux politique et militaire. Cela signifie en clair que l'Otan tient à garder le dernier mot sur le « comment » et le « quand » de la reconnaissance.

LA COHABITATION : UN SCÉNARIO DU FUTUR

Sur la scène régionale, l'accord passé entre le président Viktor Iouchtchenko et le Premier ministre Viktor Ianoukovitch au début du mois d'août 2006 apparaît comme fondamental pour la consolidation de la démocratie ukrainienne, pour la relance de sa croissance économique

et pour ses relations tant avec Moscou qu'avec Bruxelles. Toute autre formule de gouvernement est condamnée à l'échec, comme l'ont montré les dix-huit derniers mois.

Pour le comprendre, il faut tenir compte de la répartition des pouvoirs organisée par la Constitution. Au président, est accordée l'exclusivité des compétences dans le domaine des relations extérieures (y compris la sécurité et la défense). Au Premier ministre, la Constitution confie la politique économique et sociale, et le contrôle de l'administration civile de l'État. Partant de là, on admettra que le développement général du pays et la réconciliation entre les deux Ukraine ne pourront être menés à bien que grâce à une formule de cohabitation similaire à celle qui existait en France pendant les années nonante. Dans cette perspective, l'avenir de l'Ukraine dépend de l'actuel pacte politique entre les forces que représente chacun des deux leaders : se maintiendra-t-il durant toute la législature ? Si oui, on peut espérer qu'au cours des années qui viennent, l'économie renouera avec une croissance qui lui permettrait de récupérer le retard pris durant la dernière décennie.

Déjà en 2004, le PIB, le taux d'épargne, la consommation privée, la balance commerciale et les réserves financières ont augmenté, alors que le service de la dette extérieure a été réduit. Ce sont autant de signes favorables de l'amorce d'un redressement. D'importants déséquilibres structurels subsistent néanmoins, comme le taux d'inflation et le chômage qui em-

pêchent une croissance économique plus rapide. Ils exigent des réformes profondes, urgentes et impopulaires.

Le déphasage ukrainien se mesure dans les politiques sociales et dans la redistribution des revenus. Pour partie, il est dû à l'hypothèque qu'a imposée la transition sur la croissance économique du pays. Mais il est aussi significativement le fait d'un contrôle excessif exercé par la bureaucratie et la nomenklatura héritées du régime soviétique, trop perméables à la corruption et aux abus de pouvoir. Seule la stabilité dans le temps du pacte Iouchtchenko-Ianoukovitch peut servir de base à une réforme de la vie politique et de l'administration, tout en visant une amélioration des pensions, du système sanitaire et de l'éducation.

Si au contraire, ledit accord se révèle n'être qu'une coïncidence entre les tactiques politiciennes des deux dirigeants pour améliorer leur position électorale respective, la détérioration économique

et sociale continuera de miner la politique intérieure et cela se terminera par une radicalisation des relations, et avec Moscou, et avec Bruxelles. La durée du pacte politique en Ukraine dépendra des pressions extérieures que les gouvernements étrangers qui l'appuient exerceront sur chacun des leaders. La question devrait attirer une attention prioritaire lors des prochains sommets Union européenne-Russie puisque l'approvisionnement énergétique européen et la croissance de l'économie russe dépendent, pour partie, de la stabilité en Ukraine. ■